



# Assemblée générale

Distr. générale  
23 avril 2015  
Français  
Original : anglais

**Soixante-neuvième session**  
Point 113 g) de l'ordre du jour  
**Nominations aux sièges devenus vacants**  
**dans les organes subsidiaires et autres nominations**

## **Nomination de membres du Corps commun d'inspection**

### **Note du Président de l'Assemblée générale**

1. Comme indiqué au paragraphe 6 de la note du Secrétaire général en date du 27 mars 2014 (A/69/106), l'Assemblée générale devra pourvoir les sièges qui seront devenus vacants à l'expiration, en décembre 2015, des mandats de MM. Cihan Terzi (Turquie), Gérard Biraud (France), Papa Louis Fall (Sénégal) et István Posta (Hongrie).
2. Aux 55<sup>e</sup> et 80<sup>e</sup> séances plénières de l'Assemblée générale, tenues respectivement le 18 novembre 2014 et le 26 février 2015, conformément aux procédures décrites au paragraphe 1 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection ainsi qu'à la résolution 61/238 de l'Assemblée, le Président de l'Assemblée, après avoir consulté les États Membres et établi une liste de pays parmi ceux du Groupe des États d'Afrique, du Groupe des États d'Europe orientale et du Groupe des États d'Europe occidentale et autres États, a demandé à l'Allemagne, au Canada, au Maroc et à la Roumanie de proposer des candidats (voir annexes I à IV) pour un mandat de cinq ans prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2016.
3. Conformément aux dispositions du paragraphe 7 de la résolution 59/267 de l'Assemblée générale, les candidats doivent avoir de l'expérience dans au moins l'un des domaines suivants : contrôle, audit, inspection, investigation, évaluations, finances, évaluation de projets, évaluation de programmes, gestion des ressources humaines, gestion, administration publique, suivi et exécution des programmes. Ils doivent également connaître le système des Nations Unies et son rôle dans les relations internationales.
4. Le Président de l'Assemblée générale a tenu les consultations prévues au paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection, notamment avec le Président du Conseil économique et social et avec le Secrétaire général en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination. Les réponses qu'il a reçues du Président du Conseil et



du Secrétaire général aux lettres identiques qu'il leur avait adressées le 26 février 2015 sont jointes en annexe (voir annexes V et VI).

5. Ayant mené à bien les consultations prescrites, le Président de l'Assemblée générale a l'honneur de proposer à l'Assemblée de nommer les candidats ci-après membres du Corps commun d'inspection pour un mandat de cinq ans prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et venant à expiration le 31 décembre 2020 :

M<sup>me</sup> Gönke Roscher (Allemagne)

M. Jeremiah Kramer (Canada)

M<sup>me</sup> Aicha Afifi (Maroc)

M. Petru Dumitriu (Roumanie)

## Annexe I

### **Lettre datée du 24 novembre 2014, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement canadien a décidé de présenter la candidature de M. Jeremiah Kramer à un poste de membre du Corps commun d'inspection, pour un mandat couvrant la période 2016-2020, lors de l'élection qui se tiendra à la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale en novembre 2014.

*(Signé)* Guillermo E. **Rishchynski**

## Pièce jointe

### **M. Jeremiah Kramer (Canada)\***

#### **Conseiller auprès du Département de l'appui aux missions du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et de l'équipe chargée des moyens civils**

##### **Depuis mars 2011**

Dans le cadre d'une initiative du Secrétaire général visant à améliorer l'efficacité de l'appui de l'ONU lors des phases de transition après un conflit, son rôle consiste à fournir des conseils sur les moyens permettant à l'Organisation de déployer du personnel et de mobiliser des ressources plus efficacement afin de satisfaire les besoins en moyens civils après un conflit et d'aider à la mise en place d'institutions.

Il a également pour tâche de déterminer les obstacles qui empêchent les missions politiques spéciales des Nations Unies de recevoir l'appui financier et technique dont elles ont besoin et d'étudier et recommander des mesures spécifiques en vue d'apporter un soutien plus efficace et de renforcer la réactivité de l'Organisation.

#### **Conseiller au budget, ONU-Femmes**

##### **Janvier-octobre 2011**

Son rôle a consisté à aider ONU-Femmes, l'organisation du système des Nations Unies chargée de la promotion de la femme qui a été créée récemment, à élaborer sa stratégie budgétaire et son cadre de ressources.

#### **Membre du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires de l'Organisation des Nations Unies**

##### **Janvier 2005-décembre 2010**

Élu à ce poste par l'Assemblée générale, il a pendant six ans, dans le cadre du contrôle exercé sur le Secrétariat de l'ONU et les fonds et programmes des Nations Unies, participé à l'examen des budgets de l'Organisation, y compris ceux des opérations de maintien de la paix et des fonds et programmes des Nations Unies, et à l'établissement de recommandations à l'intention de l'Assemblée générale et des autres organes directeurs sur les mesures à prendre.

Sa tâche a également consisté à fournir des analyses et des conseils pour l'élaboration des politiques et des programmes administratifs, notamment en matière de gestion des ressources humaines et dans le domaine informatique, ainsi que pour l'élaboration de cadres permettant l'application du principe de responsabilité et de la gestion axée sur les résultats au sein de l'ONU.

---

\* Les curriculum vitae ne sont pas revus par les services d'édition.

**Conseiller aux finances et à la gestion, Mission permanente  
du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Septembre 2002-2005**

Représentant du Canada à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale. Sa tâche a consisté notamment à examiner les demandes d'ouverture de crédits et les propositions d'ordre administratif et à formuler des propositions en vue d'améliorer le contrôle et le respect du principe de responsabilité.

Représentant auprès du Comité du programme et de la coordination, l'organe de l'ONU qui contrôle l'élaboration des programmes et examine les conclusions des évaluations

Rapporteur du Comité

**Conseiller économique principal, Association de coopération économique  
Asie-Pacifique, Ministère des affaires étrangères**

**Septembre 2000-août 2002**

Représentant du Canada au Comité du budget et de la gestion de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), en charge de la coopération économique et technique. Son rôle a consisté notamment à évaluer les structures de secrétariat de l'APEC, à formuler des recommandations sur les améliorations à apporter (recommandations qui ont été adoptées) et à diriger l'élaboration de politiques visant à développer les relations de l'APEC avec la société civile.

**Chef du Service des affaires politiques et économiques et des relations  
publiques au consulat général du Canada à Los Angeles (États-Unis)**

**Septembre 1996-août 2000**

A dirigé l'équipe chargée des relations avec les médias et des relations économiques et culturelles entre le Canada et la Californie et cinq autres États

**Directeur de la Division du développement économique et social  
du Ministère des affaires étrangères, du commerce  
et du développement, Ottawa**

**Septembre 1994-août 1996**

A dirigé la division chargée de gérer la participation canadienne aux entités du système des Nations Unies chargées des questions économiques et sociales

A conduit l'élaboration des initiatives concernant le système des Nations Unies dans le cadre du Sommet du G-7 d'Halifax

A lancé des initiatives visant à améliorer le fonctionnement de la CNUCED et de l'UNESCO

A engagé des mesures de développement social dans le cadre de l'OIT et lancé l'élaboration de la nouvelle politique internationale canadienne sur le travail des enfants

**Conseiller en développement à l'ambassade du Canada à Pretoria**

**Septembre 1991-août 1994**

Chargé de la gestion de la coopération canadienne pour le développement en Afrique du Sud, notamment de la conception, de l'exécution et de l'évaluation de projets et programmes de développement visant en particulier à renforcer les moyens d'administration publique dans le contexte d'une démocratie naissante

**Conseiller à la Mission permanente du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York**

**Septembre 1986-août 1991**

En sa qualité de représentant du Canada à la Deuxième Commission, au Conseil économique et social, au Conseil d'administration du PNUD et au Conseil d'administration de l'UNICEF, a défendu les intérêts canadiens dans les organes de l'ONU et les fonds et programmes des Nations Unies compétents en matière économique, sociale et humanitaire

A présidé le Comité budgétaire et financier du PNUD

A présidé la Commission spéciale du PNUD chargée de réformer les arrangements relatifs aux dépenses d'appui du PNUD et des institutions spécialisées

**Responsable de l'aide alimentaire bilatérale à l'Agence canadienne de développement international**

**Septembre 1983-août 1986**

Chargé de la planification et de la gestion du programme canadien d'aide alimentaire bilatérale d'un montant annuel d'environ 300 millions de dollars

Chargé de l'organisation et de la gestion de l'aide alimentaire d'urgence fournie par le Canada lors des crises dans certaines régions d'Afrique qui ont eu lieu pendant la période

A mené l'évaluation des programmes canadiens d'aide alimentaire en Éthiopie et au Soudan et a participé, à leur demande, à l'évaluation des besoins alimentaires et des programmes conduits par la FAO et le Programme alimentaire mondial

**Spécialiste des politiques stratégiques à l'Agence canadienne de développement international**

**1981-1983**

Chargé de la planification stratégique de l'ensemble du programme canadien d'aide au développement, notamment de l'évaluation des besoins mondiaux et de l'établissement d'études pour le Gouvernement canadien sur la répartition des ressources d'aide au développement

**Premier Secrétaire à l'ambassade du Canada à Jakarta**

**1979-1981**

Chargé d'élaborer le programme canadien de coopération pour le développement en Indonésie, de déterminer les besoins de développement du pays auxquels le Canada

était en mesure de répondre et de planifier et contrôler la mise en œuvre de plusieurs projets de développement régional et d'exploitation des eaux

**Chargé de planification à l'Agence canadienne de développement international**

**1974-1979**

Chargé d'élaborer les principes du programme canadien d'aide au développement au Népal et de faire des propositions au Gouvernement canadien en la matière

Chargé de la coopération alimentaire et agricole avec l'Inde

## Annexe V

### **Lettre datée du 26 mars 2015, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Président du Conseil économique et social**

J'ai l'honneur de répondre à votre lettre datée du 26 février 2015 concernant les consultations tenues avec les présidents des groupes régionaux afin de pourvoir les quatre sièges qui deviendront vacants au Corps commun d'inspection le 31 décembre 2015

En ma qualité de Président du Conseil économique et social, comme le prévoient le paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection et le paragraphe 8 de la résolution 59/267 de l'Assemblée générale, j'ai examiné les qualifications des candidats proposés et j'ai le plaisir de vous faire savoir que j'approuve sans réserve la nomination des personnes suivantes :

M<sup>me</sup> Gönke Roscher (Allemagne)

M. Jeremiah Kramer (Canada)

M<sup>me</sup> Aicha Afifi (Maroc)

M. Petru Dumitriu (Roumanie)

*(Signé)* Martin Sajdik

---

## Annexe VI

### **Lettre datée du 26 mars 2015, adressée au Président de l'Assemblée générale par le Secrétaire général en sa qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination**

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre datée du 26 février 2015 concernant les propositions de nomination aux quatre sièges qui deviendront vacants au Corps commun d'inspection le 31 décembre 2015.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 3 du Statut du Corps commun d'inspection, et après avoir consulté les membres du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, j'ai le plaisir de vous informer qu'en ma qualité de Président du Conseil des chefs de secrétariat, j'approuve la nomination de M<sup>me</sup> Roscher (Allemagne), de M. Kramer (Canada), de M<sup>me</sup> Afifi (Maroc) et de M. Dumitriu (Roumanie).

(Signé) **BAN** Ki-moon

---